

LE TEMPS



Bonne nouvelle pour l'USAM: son directeur, Hans-Ulrich Bigler (à gauche), est celui qui défend le mieux les intérêts des PME. Quant à son président, Jean-François Rime, il ne se classe qu'au 19e rang.
© Keystone/Alessandro Della Valle

ÉVALUATION

Le PLR est le meilleur défenseur des PME

L'USAM a fait analyser la manière dont les parlementaires défendent les intérêts des PME. Les élus de droite viennent en tête. Le président UDC de la faïtière, Jean-François Rime, est seulement 19e. Son directeur PLR, Hans-Ulrich Bigler, est lui premier

4 minutes de lecture

◆ Economie suisse

Bernard Wuthrich

Publié jeudi 17 janvier 2019 à 07:38, modifié jeudi 17 janvier 2019 à 07:41.

Malgré l'extension de l'influence de l'UDC au sein de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), ce sont encore les libéraux-radicaux qui défendent le mieux les intérêts des PME au Conseil national. C'est l'une des constatations du «rating PME» effectué par l'institut Politools pour le compte de l'USAM, dont *Le Temps* a pu prendre connaissance à la veille de la Conférence d'hiver des arts et métiers, qui a lieu en cette fin de semaine à Klosters (GR).

Au classement individuel, et sur une échelle de 1 à 100, les libéraux-radicaux s'approprient les dix premières places au Conseil national: le directeur de l'USAM, Hans-Ulrich Bigler (ZH), vient en tête (71,5). Il devance Peter Schilliger (LU, 69,0), Christian Wasserfallen (BE, 67,1), Marcel Dobler (SG, 66,9) et le premier Romand, Philippe Bauer (NE, 65,9). La première représentante de l'UDC, Diana Gutjahr (TG, 63,3), se place au 11e rang alors que le président de l'USAM, Jean-François Rime (UDC/FR, 61,0), deuxième Romand du classement, n'est que 19e. C'est sans doute lié au fait que son parti, l'UDC, adopte parfois des positions de principe extrêmes, en opposition aux

autres formations politiques. Quatre UDC occupent toutefois la tête du classement au Conseil des Etats: Peter Föhn (SZ, 64,6), Hannes Germann (SH, 63,4), Alex Kuprecht (SZ, 62,6) et Werner Hösli (GL, 59,1) devançant le premier PLR, Philipp Müller (AG, 58,6).

Une tribune: Numérisation des PME: des petits pas aussi mènent au but

L'UDC devant le PLR au Conseil des Etats

Par parti, le PLR obtient la note de 59,0 au Conseil national. Il précède de peu l'UDC (58,0), puis le MCG (54,1 mais il n'a qu'un élu, Roger Golay), la Lega (49,0, deux représentants), le PBD (35,9), le PDC (33,0). Sans surprise, les partis de gauche viennent loin derrière. L'image est légèrement différente au Conseil des Etats. Là, c'est l'UDC qui vient en tête, avec 58,2, mais ce parti ne dénombre que cinq sénateurs. Il précède le PLR (48,8), le PBD (37,4, un seul conseiller aux Etats, le Bernois Werner Luginbühl) et le PDC (36,7). Mais la base de données est plus mince: menée entre décembre 2015 et décembre 2018, l'enquête a pris en compte 262 votes jugés pertinents pour les PME au Conseil national et seulement 60 au Conseil des Etats, où seule une partie des votes est publiée.

L'évaluation révèle que, de manière générale et à l'exception notoire de Philippe Bauer, les représentants des cantons romands sont plus proches du milieu, voire de la queue du classement que de la tête. Au Conseil des Etats, le mieux noté est le PLR Olivier Français (VD, 40,8), mais il n'occupe que le 19e rang sur 46. Les sénateurs neuchâtelois (le PLR centriste Raphaël Comte, évalué à 28,1, et le socialiste Didier Berberat) et genevois (la socialiste Liliane Maury Pasquier et le Vert Robert Cramer) sont parmi les moins sensibles aux préoccupations des PME. Globalement, la députation libérale-radical du Conseil des Etats, composée de 12 membres, répond moins à leurs attentes que celle du National.

Lire aussi: La concurrence étrangère défie les PME

Pas de vote sur l'Europe

Comment cette enquête a-t-elle été réalisée? Les votes pris en compte ont été pondérés en fonction de leur pertinence pour les PME. Parmi les objets jugés les plus importants, qui semblent taillés sur mesure pour Hans-Ulrich Bigler, on peut citer la Prévoyance vieillesse 2020, le congé paternité, le fonds routier, la réforme fiscale des entreprises, la protection de la sphère privée, les produits du tabac, Innosuisse, les mesures contre le travail au noir, les péages routiers, les crédits pour la formation et la recherche, le budget fédéral, l'arsenal réglementaire, la redevance radio-TV, la loi sur l'égalité, la loi sur le CO₂, la loi sur les travailleurs détachés. Sur la plupart de ces sujets, l'UDC et le PLR ont adopté des positions similaires à celles de l'USAM, contrairement à la gauche et, selon les cas, au PDC.

L'image des deux partis de droite serait sans doute moins homogène si, durant la législature écoulée, des décisions avaient été prises à propos des relations entre la Suisse et l'UE, sujet de division profonde entre l'UDC et le PLR. On relèvera encore que la Stratégie énergétique 2050 n'a pas été considérée comme un objet de première importance pour les PME dans cette enquête.

Bernard Wuthrich
@bdwuthrich

Journaliste politique. Domaines d'intérêt: transports, énergie, finances, fiscalité, ...
